



Fonctionnaires, salarié·es du privé, retraité·es et étudiant·es : unité !

Le gouvernement mène sa lutte des classes et attaque le monde du travail sur tous les fronts, il façonne par ses «*contre-réformes*» une société au seul bénéficiaire du capital. Il remet en cause l'ensemble des conquêtes sociales (assurance chômage, droit à la formation professionnelle tout au long de la vie, retraites – avec la volonté de mettre en place un système par points –, protection sociale, etc.). Il organise le tri social dans l'ensemble du parcours scolaire et universitaire par la généralisation de la sélection et la remise en cause des diplômes nationaux. Après avoir cassé le code du travail en utilisant les ordonnances, il démantèle les services publics en réduisant les moyens et en attaquant les statuts de la Fonction Publique et de la SNCF. Ces statuts garantissent l'égalité de traitement de toute la population sur le territoire tant en matière d'accessibilité aux services publics que de transports.

La journée de mobilisation du 22 mars dans l'ensemble de la Fonction Publique et à la SNCF a été une réussite avec des taux de grévistes supérieurs au 10 octobre et des manifestations dans toute la France, comme la mobilisation des retraité·es le 15 mars. Cela démontre le dynamisme de la mobilisation dans nos champs professionnels. Les luttes se développent dans de très nombreux secteurs (éducation, énergie, santé, EHPAD, commerce, sans-papiers, métallurgie...) et démontrent la volonté tant des jeunes, des salarié·es et des retraité·es de combattre la politique destructrice de Macron. À ce titre, la CGT Éduc'action soutient le développement des mobilisations étudiantes et lycéennes.

La CGT Éduc'action dénonce les répressions policières et les attaques fascistes qui se multiplient sur les campus et les lycées. Elle dénonce également les pressions hiérarchiques qui s'intensifient sur les personnels en lutte.

Le CNU appelle les personnels, actifs et retraités, à amplifier les luttes contre cette politique, dans le cadre unitaire le plus large possible en s'emparant de toutes les dates disponibles pour construire la convergence des luttes nécessaires.

À partir du 3 avril plusieurs secteurs d'activité seront en grève (cheminots, énergie, ramassage des ordures, transport aérien...). Dans l'Éducation nationale, les raisons de se mobiliser sont nombreuses : réforme du lycée, du baccalauréat, de la voie professionnelle, fermetures des écoles en milieu rural, sélection à l'université, salaires, suppressions de postes administratifs... La CGT Éduc'action appelle à construire la grève dans notre secteur et à s'emparer de toutes les initiatives de mobilisations larges (AG, grèves, rassemblements...) qui seront prises, et s'engage à faire converger ces mobilisations vers la date interprofessionnelle du 19 avril, et ses suites nécessaires.

D'autres choix politiques sont possibles dans l'intérêt de la majorité de la population pour renforcer les services publics et l'École.